

La sous-traitance



Eric Ramel & Marc-Etienne Favre,
avocats spécialistes FSA construction et
immobilier

Leximmo avocats, Lausanne

LEXIMMO



I. Introduction



Introduction

Figure juridique et économique (la sous-traitance) qui se rencontre essentiellement dans le cadre du **contrat d'entreprise**, soit en droit privé

La contribution ne porte que sur ce contrat (entreprise), **en matière de construction**

Le législateur a récemment introduit dans l'ordre juridique suisse la figure atypique de la **responsabilité de l'entrepreneur contractant pour le dommage subi par des travailleurs** lésés par ses sous-traitants

D'où le plan suivant:



Plan

I La sous-traitance en droit privé

II La responsabilité pour les travailleurs du sous-traitant

Nous ne traiterons pas (☹) par exemple de la sous-traitance dans le cadre des marchés publics



I La sous-traitance en droit privé

- A Généralités et rappels
- B Admissibilité de la sous-traitance?
- C Le choix des sous-traitants
- D La rémunération du sous-traitant
- E L'hypothèque légale
- F La garantie pour les défauts
- G Jonction et coordination des contrats
- H Procédure civile et sous-traitants
- I Les contrats en chaîne



A Généralités et rappels

Le contrat de sous-traitance **n'est pas réglé en soi en droit suisse**

Définition:

Contrat d'entreprise par lequel une partie (le sous-traitant; *der Subunternehmer*) s'engage à l'égard d'une autre (l'entrepreneur principal; *der Generalunternehmer*) à effectuer tout ou partie de la prestation de l'ouvrage que celui-ci s'est engagé à réaliser pour un maître (le maître principal ; *der Bauherr*)

Voir par exemple l'art. 29 al. 1 SIA 118 : « Est un sous-traitant celui auquel l'entrepreneur confie par contrat tout ou partie des travaux dont il est chargé »



A Généralités et rappels

Le maître principal n'est pas lié contractuellement avec le sous-traitant

Plusieurs cas de figure:

a) Sous-traitance «simple»:

le maître de l'ouvrage a recours aux services d'un ou (en général) plusieurs entrepreneurs pour la réalisation d'un ouvrage

Tel entrepreneur confie ensuite l'exécution de ses travaux à un tiers sous-traitant



A Généralités et rappels

b) L'entreprise générale:

Le maître peut confier la réalisation de tout ou partie de l'ouvrage à un seul entrepreneur dit général

Le **contrat d'entreprise générale** est donc le contrat par lequel une partie (l'entrepreneur général) s'engage à l'égard du maître à réaliser la totalité d'un ouvrage ou d'une partie d'un ouvrage, sans égard à la nature des travaux à effectuer, en faisant appel à des sous-traitants; **le maître n'aura de contact qu'avec le premier**



A Généralités et rappels

c) L'entreprise totale:

L'entrepreneur total est chargé, en plus des tâches de l'entrepreneur général, de l'établissement des études de projets et des plans

Le contrat passé entre l'entrepreneur total et le maître de l'ouvrage se qualifie comme un contrat d'entreprise au sens de l'art. 363 CO, **cela même si le premier délègue l'ensemble des travaux à des entreprises sous-traitantes**



B Admissibilité de la sous-traitance?

Importance notamment s'agissant de la **responsabilité de l'entrepreneur** pour des dommages causés au maître de l'ouvrage:

Le sous-traitant est un **auxiliaire de l'entrepreneur**, dont les actes dommageables entraînent sa responsabilité en vertu de l'art. 101 CO

Lorsque le sous-traitant a été commis sans droit, l'entrepreneur répond également de ses actes en vertu de l'art. 97 CO (violation du contrat)

Dans un tel cas, le maître est en droit de résilier le contrat conclu avec l'entrepreneur ou de refuser l'accès au chantier au sous-traitant



B Admissibilité de la sous-traitance?

La solution légale (art. 364 al. 2 CO – seule disposition du CO à ce sujet!):

Exécution personnelle par l'entrepreneur choisi par le maître de l'ouvrage

Mais: art. 364 al. 2 CO *in fine*: si les compétences spécifiques de l'entrepreneur sont sans importance, le recours à un sous-traitant est autorisé. Cette exception est devenue le principe aujourd'hui

Art. 364 al. 2 CO: de droit dispositif et le maître principal et l'entrepreneur **peuvent s'entendre contractuellement** sur le recours à des sous-traitants:

Interdiction de recourir à des sous-traitants, **obligation** d'avoir recours à des sous-traitants déterminés, **autorisation limitée** ou **illimitée** d'y recourir



B Admissibilité de la sous-traitance?

SIA 118? Art. 29 al. 3, sous-traitance admise:

- Lorsque le contrat le prévoit, soit de manière générale, soit pour un travail déterminé;
- Lorsque l'entrepreneur a obtenu le consentement exprès du maître;
- Lorsque le recours à un sous-traitant ne concerne qu'une partie secondaire des travaux et ne compromet pas l'exécution régulière des prestations de l'entrepreneur



C Le choix des sous-traitants

A qui incombe le choix des sous-traitants?

Normalement à l'entrepreneur

« Réserve d'approbation » du maître ? Le maître est libre de refuser son approbation sans motifs

KBOB: possibilité pour le maître de prévoir un **droit de codécision** pour les sous-traitants, droit de refuser tel sous-traitant ou exiger l'adjudication à un sous-traitant de son choix, à condition de prendre les éventuels surcoûts à sa charge



C Le choix des sous-traitants

CGC ASEG: idem, mais également un **droit de proposition** en faveur du maître. L'entrepreneur général peut refuser un sous-traitant souhaité par le maître de l'ouvrage si, à son avis, celui-ci n'offre pas les garanties nécessaires pour un travail irréprochable et pour l'achèvement dans les délais fixés ou s'il n'est pas digne de confiance pour d'autres raisons (art. 7.5)

Le modèle de contrat de sous-traitance de la Société suisse des entrepreneurs (**SSE**) prévoit quant à lui une **interdiction de réattribution des travaux sous-traités**, avec une peine conventionnelle en cas de violation de l'obligation (c.f. responsabilité pour les sous-traitants!)



C Le choix des sous-traitants

SIA 118 prévoit pour sa part que le maître qui exige de l'entrepreneur qu'il recoure aux services d'un sous-traitant déterminé doit l'indiquer dans les documents du dossier d'appel d'offre. En outre, il supporte les conséquences d'une exécution défectueuse du travail par ce sous-traitant si l'entrepreneur prouve qu'il l'a correctement instruit et surveillé (art. 29 al. 5 norme SIA 118)



D La rémunération du sous-traitant

Qui le paie?

Règle de base: les deux contrats sont totalement indépendants sur le plan juridique

Le sous-traitant ne peut en principe pas faire valoir de droit à la rémunération contre le maître principal

C'est l'entrepreneur principal qui devra le rémunérer, et ce même si lui-même n'a pas été rémunéré par le maître de l'ouvrage



D La rémunération du sous-traitant

Même lorsque le maître a convenu avec l'entrepreneur principal qu'il paiera directement le sous-traitant et que ce paiement s'imputera sur le prix, le sous-traitant n'a aucun droit direct contre le maître de l'ouvrage puisque cette clause n'a d'effet qu'entre les parties au contrat d'entreprise principal

Le risque existe donc évidemment pour le sous-traitant de ne pas être payé (mais c'est pour cette raison qu'il bénéficie de l'HL!)



D La rémunération du sous-traitant

Des solutions?

- Le maître et l'entrepreneur peuvent convenir d'une **stipulation pour autrui** parfaite en faveur du sous-traitant (art. 112 al. 2 CO):
 - *Celui qui, agissant en son propre nom, a stipulé une obligation en faveur d'un tiers a le droit d'en exiger l'exécution au profit de ce tiers*
 - *Le tiers ou ses ayants droit peuvent aussi réclamer personnellement l'exécution, lorsque telle a été l'intention des parties ou que tel est l'usage*



D La rémunération du sous-traitant

- Le maître et l'entrepreneur peuvent convenir d'une **assignation sans réserve en faveur du sous-traitant** (art. 468 al. 1 CO):

L'assigné qui a notifié son acceptation à l'assignataire sans faire de réserves, est tenu de le payer et ne peut lui opposer que les exceptions résultant de leurs rapports personnels ou du contenu de l'assignation, à l'exclusion de celles qui dérivent de ses relations avec l'assignant



D La rémunération du sous-traitant

- Le maître peut **reprendre solidairement** l'obligation de l'entrepreneur (143 CO)

Le droit de paiement du sous-traitant est alors à la fois dirigé contre le maître et l'entrepreneur

- Le maître peut **se porter fort** du paiement ou le **cautionner** (art. 111 et 492 CO)



D La rémunération du sous-traitant

Tout cela est assez théorique et en pratique: rare!

Problème de forme pour le cautionnement:

La validité du cautionnement en particulier est subordonnée à l'indication numérique, dans l'acte même, du montant total à concurrence duquel la caution est tenue et lorsque la caution est une personne physique, forme authentique si le cautionnement dépasse la somme de 2000 francs... (art. 493 CO)



D La rémunération du sous-traitant

A l'inverse, pour tenir compte des intérêts de l'entrepreneur, les parties peuvent prévoir une clause en vertu de laquelle le sous-traitant ne sera rémunéré par l'entrepreneur que si et dans la mesure où l'entrepreneur l'est aussi

Simple clause d'exigibilité ou condition suspensive?

Ces clauses sont très favorables à l'entrepreneur puisqu'elles déplacent sur la tête du sous-traitant un problème d'insolvabilité du maître principal. En cas de doute sur leur interprétation, la convention est dès lors présumée être une simple clause d'exigibilité



E L'hypothèque légale requise par le sous-traitant

Qui dit sous-traitance dit HL du sous-traitant...

Pour exercer (garantir) ses prétentions en paiement, le sous-traitant dispose du droit de requérir l'hypothèque légale des artisans et entrepreneurs sur l'immeuble du maître (art. 837 CC)

Ce droit existe **même si le recours au sous-traitant n'a pas été autorisé** / Même si le sous-traitant n'était **pas connu du maître** / Même si l'entrepreneur **a été rémunéré par le maître** pour le travail effectué par le sous-traitant

► Risque pour le maître de **devoir payer deux fois** s'il veut éviter la réalisation de son immeuble



E L'hypothèque légale requise par le sous-traitant

Des clauses prévoyant par exemple que « sous réserve de la bonne exécution des paiements par le maître de l'ouvrage, l'entrepreneur général garantit qu'aucune hypothèque légale ne sera inscrite définitivement de la part de ses sous-traitants et fournisseurs » - Art. 32.2 CGC ASEG n'ont aucune portée pratique

Pour éviter ce risque, les parties peuvent convenir que

- **Le maître paiera directement** au sous-traitant les créances que celui-ci a contre l'entrepreneur;
- Le maître peut subordonner ses paiements à l'entrepreneur à la preuve que celui-ci a payé le sous-traitant;



E L'hypothèque légale requise par le sous-traitant

- L'entrepreneur garantit au maître le paiement du sous-traitant au moyen d'une **garantie bancaire ou d'une assurance**;
- Le maître est autorisé, dans le cas d'une inscription provisoire d'une hypothèque légale, à **retenir le montant correspondant** lors de la prochaine échéance de paiements, jusqu'à **fourniture de sûretés** suffisantes par l'entrepreneur au sens de l'art. **839 al. 3 CC**

Mais : cela ne permet pas au maître de se prémunir du risque d'une hypothèque légale déposée par un **sous-traitant qui a été commis sans droit ou par un sous-sous-traitant**



E L'hypothèque légale requise par le sous-traitant

Le maître qui doit payer le sous-traitant pour éviter la réalisation de son immeuble ou pour faire radier l'hypothèque peut :

- Se retourner contre l'entrepreneur en vertu des art. 110 ch. 2 CO et 827 al. 1 CC - **subrogation**;
- Agir en réduction du prix convenu **en invoquant les droits à la garantie pour les défauts** (un ouvrage livré et grevé d'une hypothèque légale en faveur d'un sous-traitant est affecté d'un défaut juridique)

Ces deux possibilités restent toutefois sans utilité pratique lorsque l'entrepreneur principal tombe en faillite...



F La garantie pour les défauts

L'absence de droit direct du maître envers le sous-traitant

Le maître de l'ouvrage dispose envers l'entrepreneur des droits à la garantie pour les défauts prévus à l'art. 368 CO (l'action en réparation du défaut, en résolution du contrat et en réduction du prix) - responsabilité causale ou objective, **y compris lorsque les défauts de l'ouvrage sont le fait des travaux effectués par le sous-traitant**

Les droits de garantie de l'entrepreneur envers le sous-traitant sont identiques à ceux du maître

Le maître ne dispose en revanche **d'aucun droit direct de garantie envers le sous-traitant** et doit diriger son action contre l'entrepreneur responsable et lui adresser directement toutes les déclarations relatives aux droits de garantie



F La garantie pour les défauts

Le maître d'ouvrage peut toutefois agir contre le sous-traitant en invoquant un acte illicite. Le délai de prescription sera alors celui de l'art. 60 CO

Pour pallier cette **absence d'action directe** contre le sous-traitant, les parties peuvent aménager leurs relations contractuelles de plusieurs manières :

- Le sous-traitant peut s'engager envers le maître à livrer un ouvrage sans défauts; dans un tel cas, le maître principal peut s'en prendre directement au sous-traitant en cas d'exécution défectueuse. Cette convention est indépendante du contrat d'entreprise principal et du contrat de sous-traitance



F La garantie pour les défauts

- L'entrepreneur principal et le sous-traitant peuvent conclure un contrat en faveur du maître, soit une stipulation pour autrui parfaite (art. 112 al. 2 CO). Le maître principal pourra alors réclamer personnellement l'exécution au sous-traitant et une exécution défectueuse entraîne la responsabilité de celui-ci. Rare dans la pratique
- Le maître et l'entrepreneur principal peuvent convenir de **céder au maître les prétentions en réparation du défaut causé par le sous-traitant**. Cette cession est possible même sans le consentement du sous-traitant (art. 164 al. 1 CO)



F La garantie pour les défauts

La cession des droits de garantie

Cession au maître des droits de garantie dont l'entrepreneur est titulaire envers le sous-traitant

► Permet d'actionner directement le sous-traitant en garantie des défauts

Peut être **prévue dans le contrat principal** entre le maître et l'entrepreneur **ou ultérieurement**, lorsque le défaut de l'ouvrage est constaté. Le sous-traitant doit être informé de la cession (art. 167 CO)



F La garantie pour les défauts

Quid de la **cessibilité des droits de garanties** ?

Les droits à la résolution du contrat (**action rédhibitoire**) et à la réduction du prix (**action minutoire**) ne sont en principe **pas cessibles** (sans l'accord du sous-traitant)

L'entrepreneur principal peut en revanche céder au maître **ses droits à la réfection de l'ouvrage** et sa créance en dommages-intérêts



F La garantie pour les défauts

La coordination des délais de prescription

Art. 371 CO: prescription des droits de garantie du maître envers l'entrepreneur et de l'entrepreneur envers le sous-traitant: deux ans pour un ouvrage mobilier et par cinq ans pour un ouvrage immobilier, à compter de la réception de l'ouvrage

► La prescription des droits de l'entrepreneur envers son sous-traitant court dès la réception de l'ouvrage réalisé par celui-ci, alors que la prescription des droits du maître envers l'entrepreneur principal court dès la réception de l'ouvrage final

► ► L'entrepreneur peut se voir actionner par le maître de l'ouvrage pour des défauts causés par le travail d'un sous-traitant alors que ses propres droits de garantie envers ce dernier sont prescrits



F La garantie pour les défauts

Mais 371 CO étant de nature dispositive, plusieurs solutions s'offrent aux parties pour éviter ce risque :

L'entrepreneur et le sous-traitant peuvent **prolonger la durée de garantie du sous-traitant** ;

Ils peuvent convenir que la réception de l'ouvrage du sous-traitant **n'aura pas lieu avant** que l'entrepreneur ait livré son propre ouvrage au maître principal ;

Ils peuvent **modifier le *dies a quo*** de la prescription des droits de l'entrepreneur: la prescription des droits de l'entrepreneur envers le sous-traitant ne commence pas à courir dès la réception de l'ouvrage réalisé par celui-ci, mais dès la réception par le maître de l'ouvrage final



G Jonction et coordination des contrats

Pour mémoire...

Clauses de jonction «en aval» ou «en amont»

MARCHAND SYLVAIN, Jonction et coordination des contrats en droit de la construction, JDC 2009 p. 97 ss.



H Procédure civile et sous-traitants

La preuve à futur

Expertise judiciaire mise en œuvre avant l'ouverture de toute action, afin d'évaluer les chances de succès du procès. Procédure sommaire (art. 158 al. 2 CPC)

Problème: peut requérir une preuve à futur celui auquel la loi en confère le droit (art. 158 al. 1 let. a CPC), ou celui qui rend vraisemblable une mise en danger des preuves ou un intérêt digne de protection (art. 158 al. 1 let. b CPC)

L'intérêt digne de protection existe lorsque le requérant veut évaluer les chances d'obtenir gain de cause dans le procès ultérieur. La preuve à futur ne sera ordonnée qu'en présence d'une prétention concrète de droit matériel du requérant

Dès lors, **le maître qui ne dispose d'aucun droit direct** (sauf les cas de stipulation pour autrui) contre le sous-traitant **ne pourra diriger sa requête de preuve à futur que contre l'entrepreneur principal**, même si celle-ci a pour objet des défauts de l'ouvrage causés par le sous-traitant



H Procédure civile et sous-traitants

► Contraint de rendre vraisemblable une prétention fondée sur un acte illicite contre le sous-traitant?

En outre, l'entrepreneur général qui souhaite formuler des **conclusions récursoires** contre le sous-traitant responsable ne pourra pas attirer celui-ci dans la procédure de preuve à futur, **l'appel en cause n'étant pas admis en procédure sommaire** (art. 81 al. 3 CPC)

Les parties qui ont prévu une cession au maître des droits de l'entrepreneur envers le sous-traitant ne seront toutefois pas confrontées à ces difficultés puisque le maître pourra alors diriger sa requête à la fois contre l'entrepreneur et le sous-traitant



H Procédure civile et sous-traitants

L'appel en cause

Entrepreneur principal qui souhaite appeler en cause un sous-traitant dans un procès introduit contre lui par le maître. Le sous-traitant devra-t-il comparaître au for du procès principal?

Selon l'art. 16 CPC, le tribunal compétent pour statuer sur l'action principale l'est aussi pour l'appel en cause

For des actions découlant du contrat d'entreprise: domicile ou siège du défendeur, ou lieu où la prestation caractéristique doit être exécutée (art. 31 CPC). Ne s'agissant pas d'un for impératif (art. 9 al. 1 CPC), une élection de for est possible (art. 17 CPC)



H Procédure civile et sous-traitants

Un sous-traitant appelé par l'entrepreneur dans un procès ouvert par le maître **pourra donc être attiré à l'un des fors alternatifs prévus à l'art. 31 CPC, mais également au for élu par l'entrepreneur principal et le maître de l'ouvrage**

Quid si élection de for prévue dans le contrat conclu par l'entrepreneur et le sous-traitant?

Selon l'art. 17 CPC, lorsque les parties conviennent d'un for pour le règlement d'un différend, **l'action ne peut être intentée que devant le for élu**, sauf disposition conventionnelle contraire



H Procédure civile et sous-traitants

Art. 17 CPC prime sur l'art. 16 CPC, de sorte qu'un appel en cause du sous-traitant ne sera possible que si le procès entre le maître et l'entrepreneur principal se déroule au même for que celui prorogé avec le sous-traitant

Pour éviter de devoir conduire des procès séparés, **les parties peuvent convenir que le contrat de sous-traitance sera soumis au même for que le contrat principal**

N.B.: art. 81 al. 2 CPC **pas de deuxième appel en cause possible** (du sous-sous-traitant). Possibilité de lui **dénoncer l'instance** ou **d'ouvrir action séparément** en demandant le **renvoi de la cause au premier tribunal** saisi (art. 127 CPC)



H Procédure civile et sous-traitants

L'arbitrage

Le contrat de sous-traitance étant juridiquement distinct du contrat conclu entre le maître et l'entrepreneur principal, des problèmes de coordination peuvent se poser si seul le contrat principal contient une clause arbitrale. En effet, dans un tel cas, l'entrepreneur qui souhaite se retourner contre le sous-traitant pour les prétentions qui lui sont réclamées par le maître sera contraint d'ouvrir une action judiciaire séparée

Pour éviter ce cas de figure, **les parties peuvent prévoir que l'entrepreneur intégrera dans le contrat conclu avec le sous-traitant la même clause compromissoire qui figure dans le contrat principal**



H Procédure civile et sous-traitants

Il arrive que le contrat de sous-traitance prévoie de manière générale que les clauses du contrat principal y sont intégrées

Se pose alors la question de savoir si la clause arbitrale est également applicable à la relation entre l'entrepreneur et le sous-traitant. Pour une réponse affirmative, il faut que le contrat contienne un renvoi suffisant à la clause compromissoire figurant dans le contrat principal ou que le sous-traitant ait manifesté de manière expresse ou par une attitude concluante qu'il entendait se soumettre à la clause d'arbitrage

Il est dès lors indispensable de régler par convention cette question de manière précise puisqu'en cas d'incertitude la clause de renvoi aux documents du contrat principal ne rend pas la clause compromissoire opposable au sous-traitant



I Les contrats en chaîne

Le sous-traitant mandaté par l'entrepreneur général délègue à son tour les travaux qu'il est chargé d'exécuter à un sous-sous-traitant, et ainsi de suite

Cette situation est admise dans la pratique. La relation conclue avec ce sous-sous-traitant sera également soumise au contrat d'entreprise. Les explications qui précèdent sont donc également valables pour ces « contrats en chaîne »

En particulier, le sous-sous-traitant peut également requérir une hypothèque légale des artisans et entrepreneurs (art. 837 ss CC). En outre, l'entrepreneur répond également des actes dommageables du sous-sous-traitant comme d'un auxiliaire, en vertu de l'art. 101 CO

Le sous-traitant qui se voit actionner par le maître pour acte illicite répond en revanche des actes du sous-sous-traitant sur la base de l'art. 55 CO, soit de manière limitée



Conclusion partie I



II. La responsabilité pour les travailleurs du sous-traitant

Depuis le rejet de l'EEE...



- Accords sectoriels – libre circulation des travailleurs
- Mesures d'accompagnement contre le dumping social
- Loi du 8 octobre 1999 sur les travailleurs détachés, entrée en vigueur 1^{er} juin 2003/2004



5 Ldét (1999)

Obligation dans le contrat de respecter les conditions minimales de travail et de salaire:

- Pas d'obligation de vérification
- Sanctions faibles



Révision 14.12.2012

5 al. 2 Ldét

*L'entrepreneur contractant répond **solidairement** de tous les sous-traitants lui succédant **dans la chaîne contractuelle**. Il n'en répond **que dans la mesure** où le sous-traitant a été poursuivi préalablement en vain ou ne peut être poursuivi.*



Révision 14.12.2012

5 al. 3 Ldét

*L'entrepreneur contractant peut s'exonérer de la responsabilité prévue à l'al. 1 s'il prouve avoir accompli son **devoir de diligence** dans la mesure commandée par les circonstances s'agissant du respect des conditions de travail et de salaire lors de chaque sous-traitance de travaux. (...)*



Révision 14.12.2012

5 al. 3 Ldét

(...) L'entrepreneur contractant a notamment rempli son devoir de diligence si ses sous-traitants ont établi de manière crédible sur la base de documents et de justificatifs, qu'ils respectent bien les conditions de salaire et de travail.



Révision 14.12.2012

5 al. 4 Ldét

*Si l'entrepreneur contractant n'a pas rempli son devoir de diligence conformément à l'al. 3, il peut se voir infliger les **sanctions** prévues à l'art. 9. L'art. 9, al. 3, n'est pas applicable.*



B Champ d'application

1. Qui? Champ d'application personnel
2. Quand? Champ d'application temporel
3. Où? Champ d'application territorial
4. Quoi ? Champ d'application matériel



1/ Qui? Champ d'application personnel



house building

L'entrepreneur contractant



Qui? Champ d'application personnel



house building

L'entrepreneur contractant



Le sous-traitant

Construction
Génie civil
Second oeuvre

Le sous-sous-traitant



Qui? Champ d'application personnel



house building

L'entrepreneur contractant



Le sous-traitant



Le travailleur
(dépendant)



2/ Quand? Champ d'application temporel

Date déterminante:



contrat conclu après le 15 juillet 2013



3/ Où? Champ d'application territorial

«Loi fédérale sur les mesures d'accompagnement applicables aux **travailleurs détachés** et aux **contrôles des salaires minimaux** prévus par les contrats-types de travail»

- Pour les travailleurs étrangers en Suisse
- Pour les travailleurs suisses



4/ Quoi ? Champ d'application matériel

Conditions minimales de travail et de salaire:

- durée du travail et du repos
- durée minimale des vacances
- rémunération minimale
- sécurité
- santé et hygiène au travail
- protection des femmes enceintes ou accouchées
- protection des enfants et des jeunes
- égalité de traitement entre hommes et femmes



www.entsendung.admin.ch



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Administration fédérale admin.ch

détachement

Détacher des travailleurs en Suisse

[Page d'accueil](#) | [Plan du site](#) | [Contacts](#) | [FAQ](#)

[Deutsch](#) | [Français](#)
[Italiano](#)

Prestataires de service

[A propos de detachement.admin.ch](#)

[Informations à caractère juridique](#)

[Un mandat en Suisse](#)

[Les autorités suisses](#)

[Droit](#)

[Salaire et travail](#)

[Calculer un salaire minimum](#)

[Réglementation de la durée du travail](#)

[Sécurité au travail et assurance](#)

[Travailleurs](#)

[Indépendants](#)

[Informations](#)

Résultat

La CCT que vous avez choisie est:

CN pour le secteur principal de la construction en Suisse

La CCT de type V s'applique aux chefs d'équipe (ouvriers en bâtiment spécialisés ayant suivi avec succès une école de chef d'équipe reconnue par la CPSPA ou travailleur étant considéré comme tel par l'employeur.)

Validité de la CCT

01.10.2014 - 31.12.2015

Les prescriptions de salaire minimum suivantes ont été déterminées pour un collaborateur ayant les critères de référence suivants:

Lieu de mission en Suisse	1700 Fribourg
Age en années	46
Expérience professionnelle en années	20
Profession	Chef d'équipe
Qualification	chef d'équipe

Description de la qualification sélectionnée:

Travailleur qualifié ayant suivi avec succès une école de chef d'équipe reconnue par

Contacts

Commission paritaire suisse d'application secteur principal de la construction (CPSPA)

Patrizia De Cicco, lic. iur.
Geschäftsleitung SVK
Weinbergstrasse 49
8042 Zürich CH
tél. +41(0)44 258 84 84
fax +41(0)44 258 84 85
info@svk-bau.ch

Service public de l'emploi

Heribert Ducrey
Boulevard de Pérolles 25
Case postale 1350
1701 Fribourg FR
tél. +41(0)26 305 97 36
fax +41(0)26 305 95 97
heribert.ducrey@fr.ch
<http://www.fr.ch/spe>



Salaire horaire minimal en CHF:

Salaire de base:		34,55 CHF
Nombre de jours de vacances par année:	25 jours	
Part des jours de vacances:		3,68 CHF
Nombre de jours fériés par année:	8 jours	
Part des jours fériés:		1,10 CHF
13e mois de salaire:	oui	
Part du 13e mois de salaire:		3,28 CHF

5/ Conditions de la responsabilité

- Responsabilité «solidaire», «pour le préjudice non couvert», «pour le découvert»
- Responsabilité subsidiaire



6/ Conditions de l'exonération



Dispositions contractuelles:

- Présentation des documents lors de la conclusion du contrat
- Clause contractuelles pour le sous-sous-traitant

Dispositions organisationnelles

- Contrôle d'accès (badge etc.)
- Surveillance par le chef de chantier, contremaître



Dispositions contractuelles

II
Déclaration du sous-traitant relative au respect des conditions minimales de salaire
(Art. 8b, al. 1, let. b, ordonnance sur les travailleurs détachés)

Nom et adresse du sous-traitant/de l'entreprise:

Nom de l'entreprise
Adresse
Code postal, Lieu
Tél.
E-Mail

Lieu, Date
Fonction ou position de la personne soussignée au sein de l'entreprise
.....
Signature:

En signant la présente déclaration, la personne susmentionnée confirme, au sens de l'art. 8b, al. 1, let. b, de l'ordonnance sur les travailleurs détachés, que l'entreprise/le sous-traitant mentionné(e) plus haut garantit les conditions minimales de salaire de l'art. 2, al. 1, de la loi sur les travailleurs détachés concernant

- le salaire minimum correspondant à la qualification acquise,
- les augmentations obligatoires des salaires minimums et des salaires effectifs,

Modèle SSE, www.baumeister.ch

Journées suisses du droit de la construction 2015



Dispositions contractuelles

4) → Informations relatives aux **travailleurs prévus pour l'exécution des travaux ou au personnel régulier** de l'entreprise/du sous-traitant en Suisse[°] ↵
(engagés par l'entreprise/le sous-traitant) ¶

Nom ^α	Prénom ^α	Détermination de la classe/catégorie de salaire conformément à la CCT étendue ^α	Salaire minimal mensuel <u>ou</u> horaire conformément à la classe de salaire déterminante prévue par la CCT ^α	Confirmation écrite de l'employé attestant qu'il reçoit bien la rémunération minimale prescrite pour la classe de salaire qui lui est attribuée ^{¶α}
Dupont^α	Martin^α	P.ex. ouvrier de profession, travailleur non qualifié, etc. ^α	4350 francs par mois ¶ ^α	Date [°] : ¶ Signature [°] ↵ Martin Dupont^α
^α	^α	^α	^α	^α
^α	^α	^α	^α	^α
^α	^α	^α	^α	^α

¶

Modèle SSE, www.baumeister.ch

Journées suisses du droit de la construction 2015



Dispositions contractuelles

«Pour chaque(s) travailleur(s) listé(s) dans ces deux déclarations, le Sous-traitant remet une copie de la carte d'identité ou du passeport de ce (ces) dernier(s), et, pour les travailleurs ne disposant pas de la nationalité suisse, une copie de l'autorisation de travail, respectivement de l'attestation de détachement autorisant ce (ces) travailleur(s) à exercer une activité sur territoire suisse.





Tout travailleur ne résultant pas des listes au sens susmentionnées ne sera pas admis à travailler sur le chantier ou en sera exclu. Le Sous-traitant ne pourra justifier un quelconque retard ou prétendre à une quelconque rémunération supplémentaire de ce fait.»



Dispositions contractuelles

→ **Attestation du Sous-traitant**



<p> Veuillez remplir le questionnaire qui suit de manière véridique en approuvant la colonne correspondante par « OUI ». Si vous ne pouvez pas confirmer une question, veuillez répondre par « NON ». Si des indications supplémentaires sont nécessaires, veuillez utiliser l'espace réservé à cet effet. </p>		<p>   OUI </p>	<p>   NON </p>
Travailleurs étrangers			
1. → Tous les travailleurs étrangers disposent-ils d'une autorisation de séjour et d'un permis de travail valables?			
2. → Respectez-vous les dispositions de la loi sur les travailleurs détachés?			
3. → Payez-vous, le cas échéant, l'impôt à la source en temps utile?			

Par la signature du présent document, vous confirmez que les indications sont exactes et conformes à la vérité.¶



Modèle FVE

ANNEXE (TRAVAIL AU NOIR ET CLAUSES CONTRACTUELLES 8c ODét.)

VARIANTE 1 (« sous-sous-traitance » autorisée)

L'entreprise sous-traitante s'engage pendant toute la durée du contrat à :

- respecter les conditions légales et conventionnelles minimales de travail et de prestations sociales applicables à son secteur d'activité.
- exiger de tout éventuel sous-traitant qu'elle pourrait mandater qu'il respecte les dispositions susmentionnées ;
- obtenir préalablement une autorisation écrite de l'entreprise contractante lui conférant le droit de faire exécuter par un tiers (« sous-sous-traitant ») tout ou partie de l'ouvrage ou du travail qui lui a été confié par le présent contrat .

Documents à joindre à la signature du contrat :

- Copie des documents d'identité, des autorisations de séjour ou d'établissement des travailleurs qui seront affectés aux tâches contractuelles de l'entreprise sous-traitante.
- Preuve de la signature d'une CCT ou d'un contrat type de travail ou d'un engagement à respecter les conditions auprès d'un organisme officiel du lieu d'exécution (exemple OCIRT).
- Attestations de paiement des charges sociales.
- Déclarations visées par l'art. 8b ODét.

Résiliation

Le contrat peut être résilié par l'entreprise contractante de manière immédiate pour justes motifs et sans indemnité hormis celle relative au travail effectué et pour autant que ledit travail soit conforme à la convention et exempt de défauts au cas où :



Modèle FVE

VARIANTE 2 (« sous-sous-traitance » interdite)

L'entreprise sous-traitante s'engage pendant toute la durée du contrat à :

- respecter les conditions légales et conventionnelles minimales de travail et de prestations sociales applicables à son secteur d'activité.
- ne pas recourir à des sous-traitants (« sous-sous-traitance »).

Documents à joindre à la signature du contrat :

- Copie des documents d'identité, des autorisations de séjour ou d'établissement des travailleurs qui seront affectés aux tâches contractuelles de l'entreprise sous-traitante.
- Preuve de la signature d'une CCT ou d'un contrat type de travail ou d'un engagement à respecter les conditions auprès d'un organisme officiel du lieu d'exécution (exemple OCIRT).
- Attestations de paiement des charges sociales.
- Déclarations visées par l'art. 8b ODét.

Résiliation

Le contrat peut être résilié par l'entreprise contractante de manière immédiate pour justes motifs et sans indemnité hormis celle relative au travail effectué et pour autant que ledit travail soit conforme à la convention et exempt de défauts au cas où :



Dispositions organisationnelles

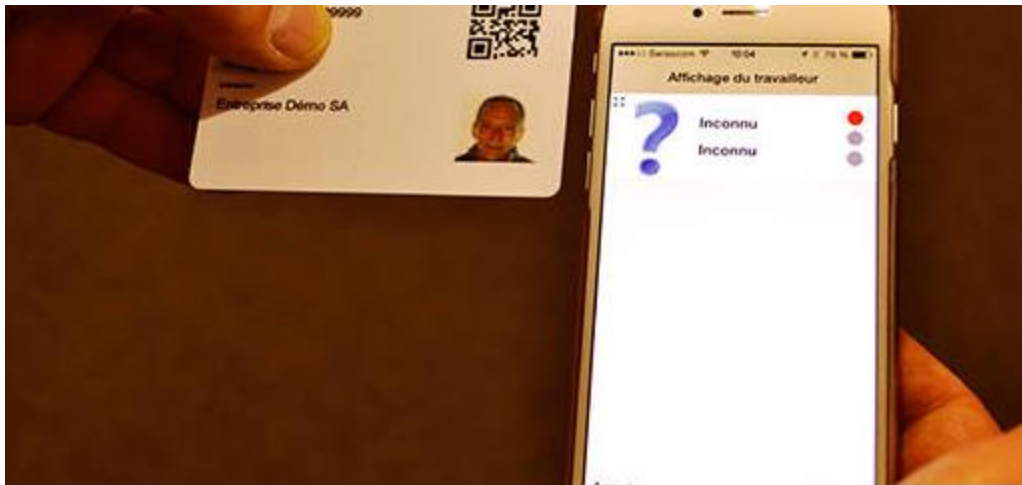
- Genève: badges (depuis longtemps!)
- FVE: application Cerbère et carte professionnelle en cours d'introduction
- Valais: liste «blanche» des sous-traitants
- Solutions propres aux (grandes) entreprises



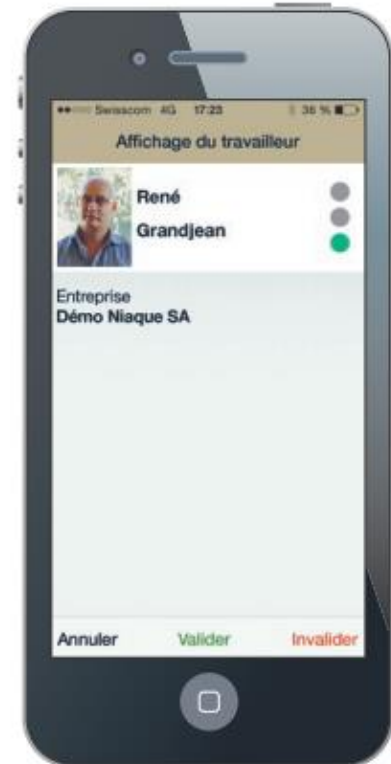


Application Cerbère

Logo de l'application «Cerbère»
pour lutter contre le travail au noir



<http://www.rts.ch/info/suisse/6460695-une-carte-professionnelle-pour-les-employes-romands-de-la-construction.html>



Simple et intuitive, l'application affiche, pour chaque travailleur contrôlé, un feu vert s'il est en ordre, un feu rouge si sa situation est irrégulière.

Source: Journal FVE 4/2014 p. 6



Journées suisses du droit de la construction 2015

Carte professionnelle

- Les données qu'elle transmet au contrôleur lors d'une lecture par scan confirment que l'employeur cotise aux charges sociales et que l'ouvrier contrôlé est autorisé à travailler.
- La personne qui contrôle le badge n'a pas accès à d'autres données que le nom, le prénom, la date de naissance, le nom de l'entreprise et le fait que cette dernière est en règle.
- Seul le contrôleur assermenté aura accès à des données plus précises

Source: www.fve.ch



Problématiques

- Pas d'obligation légale de recourir au badge (hors convention collective obligatoire)
- Protection des données, d'où la nécessité d'avoir l'accord du travailleur (clause contractuelle)



Modèle FVE

AVENANT au Contrat de travail conclu le ...

Le contrat de travail conclu le ..., entre d'une part,, et, de l'autre, ... est modifié comme suit :

Autres conditions : le travailleur accepte que ses données personnelles (nom, prénom, adresse, numéro de sécurité sociale, conditions contractuelles, etc.) soient traitées par l'employeur et par les personnes, entreprises et institutions agréées, ainsi que leurs auxiliaires aux fins d'établissement d'un dossier et d'une carte de contrôle d'accès au chantier. Le travailleur dispose du droit d'accès au fichier et du droit de rectification, conformément aux dispositions légales et réglementaires en matière de protection des données personnelles applicables.

Le présent avenant entre en vigueur le jour de la signature du travailleur.



Problématiques

- Proposition de la FVE au SECO:
modifier la loi fédérale du 17 juin 2005
sur le travail au noir et la Ldét



Proposition FVE

Art. 5 de la Loi fédérale du 8 octobre 1999 sur les travailleurs détachés :

(al. 1bis nouveau) : « *Dans les secteurs de la construction, du génie-civil et du second œuvre, l'article 2 al. 4bis de la présente loi s'applique aux sous-traitants. En cas de non remise des cartes, l'entrepreneur pourra résilier le contrat le liant au sous-traitant en demeure. L'entrepreneur n'encourt aucune responsabilité lorsque le sous-traitant lui a remis les cartes et que, par la suite, il s'avère que le sous-traitant ne respecte pas les conditions prévues par l'article 2 de la présente loi ou que les travailleurs qui œuvrent ne sont pas les mêmes que ceux pour lesquels le sous-traitant a remis les cartes à l'entrepreneur* ».



7/ Sanctions

- Amende > 5000.-
(proposition SECO: >30'000)
- Exclusion pour un à cinq ans
- Sanctions pénales (40'000/100'000)
- Procédure civile
 - Délai? 60 CO = 1 an?
 - Fardeau et degré de la preuve?
 - Conclusions: Salaire minimal net



CPGO - Commission paritaire genevoise du Gros œuvre

Maçonnerie, travaux publics et branches annexes du canton de Genève
SG/SSE - GGE - UNIA - SYNA - SIT

Procédure d'arrêt d'activité sur un chantier pour violation grave de la CN

Infractions supposées qui nécessitent de stopper l'activité d'une entreprise sur un chantier

Avec saisie des badges des travailleurs concernés

Envoi d'un courrier recommandé à l'entreprise avec copie au mandataire principal et au Maître de l'ouvrage

L'entreprise donneuse d'ordres reçoit également copie de ce courrier s'il s'agit d'un sous-traitant

Infractions devant toucher au minimum 20% du personnel de l'entreprise actif sur le chantier

(à défaut, arrêt du ou des seul(s) travailleur(s) concerné(s))

- Non-versement des salaires dus aux travailleurs
- Non-respect des salaires minimaux (différentiel > 5 %)
- Travailleurs non-déclarés
- Indemnités professionnelles non-versées aux travailleurs
- Non-respect de la durée conventionnelle de travail : heures non déclarées, travail sur appel, ...
- Défaut de couverture assurance perte de gain maladie
- Défaut de paiement des contributions professionnelles
- Refus de contrôle ou fuite d'un travailleur (avec discernement)
- Figurer sur la liste des entreprises ayant fait l'objet d'une peine conventionnelle définitive, exécutoire et impayée



CPGO - Commission paritaire genevoise du Gros œuvre

Maçonnerie, travaux publics et branches annexes du canton de Genève

SG/SSE - GGE - UNIA - SYNA - SIT

Procédure « Crasse » CPGO

Conditions de reprise du travail d'une entreprise sur un chantier et de restitution des badges

- Production des contrats de travail rectificatifs conformes à la CN/CCT auprès de la CPGO
- Production des décomptes de rattrapage sur la période considérée
- Justificatifs du paiement ou de la déclaration des charges sociales auprès des institutions compétentes
- Justificatifs du paiement de l'assurance collective perte de gain maladie

Suite de l'instruction du cas « crasse »

- L'autorisation de reprise d'activité de l'entreprise ne la libère pas de la suite de l'instruction du dossier et d'éventuelles sanctions
- Le droit d'être entendu sera automatiquement envoyé à l'entreprise dès réception du rapport d'intervention
- Les parties informées de l'arrêt de chantier reçoivent un courrier annonçant la reprise sous conditions



IV Conclusion

